



## Réhabilitation BBC d'une ancienne halle industrielle - Futur Technocentre - Quatrium - Cetim

### Règlement de la Consultation (RC)

Consultation n°

2025T0053

Date limite de remise des plis

**Mercredi 10 septembre 2025 – 11:30**



Visites recommandées selon les modalités définies  
à l'article 02 du présent Règlement de la Consultation.

# 1. OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

### Mulhouse Alsace Agglomération

Transition Ecologique, Energétique et  
Ressources Environnementales  
Construction & Patrimoine  
09 avenue Konrad Adenauer  
68393 SAUSHEIM  
Site internet : [www.m2A.fr](http://www.m2A.fr)











## ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur des prestations de **réhabilitation BBC d'une ancienne halle industrielle - Futur Technocentre - Quatrium - Cetim**.

Les prestations de travaux relèvent de la catégorie 1 au sens de l'article R4532-1 du Code du travail.

Code CPV	Libellé CPV
45111100-9	Travaux de démolition
45262670-8	Travaux de désamiantage

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Réhabilitation BBC d'une ancienne halle industrielle - Futur Technocentre - Quatrium - Cetim
	Acheteur	Mulhouse Alsace Agglomération
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	02 lots
	Lieu d'exécution	Quartier de la Fonderie situé rue Spoerry 68200 MULHOUSE
	Délai	Propres à chaque lot
	Développement durable	Clauses sociales concernant le lot n°02 uniquement
	Pénalités de retard	Forfaitaires
	Variation des prix	Fermes actualisables
	Nature des prix	Prix forfaitaires

## ■ Allotissement :

L'opération globale sera décomposée en 2 phases tel que suit :

- en Procédure Avec Négociation conformément aux articles L2124-3° & R2124-3° du Code de la Commande Publique pour la majorité des lots (03 à 19\* dont le détail figurera dans les pièces de la consultation ad-hoc) ;
- et selon une procédure adaptée dite « petits lots » conformément à l'article R2123-1-2° dudit Code pour les lots 1 (désamiantage) et 2 (démolition- purge et dépose d'équipements).

\* Lot n°3 : Démolition dallage et terrassements des terres polluées ;

Lot n°4 : Fondations spéciales ;

Lot n°5 : Gros œuvre - restauration maçonneries – enduit ;

Lot n°6 : Charpente métallique ;

Lot n°7 : Structure bois ;

Lot n°8 : Couverture étanchéité Zinguerie Verrières Désenfumage ;  
 Lot n°9 : Menuiseries extérieures alu Vitrierie Protection solaire ;  
 Lot n°10 : Isolation Plâtrerie Faux plafonds Flocage ;  
 Lot n°11 : Menuiserie intérieure bois ;  
 Lot n°12 : Métallerie Serrurerie ;  
 Lot n°13 : Portes industrielles ;  
 Lot n°14 : Peinture ;  
 Lot n°15 : Chauffage ventilation Climatisation Sanitaire ;  
 Lot n°16 : Electricité Courant forts et faibles ;  
 Lot n°17 : Photovoltaïque ;  
 Lot n°18 : Ascenseur ;  
 Lot n°19 : Aménagements extérieurs Voirie Réseaux enterrés Espaces verts.

Afin de faciliter la rédaction et la bonne compréhension des pièces administratives de cette opération, deux RC et deux CCAP sont prévus : l'un pour la Procédure Avec Négociation (lancée ultérieurement) et l'autre pour la Procédure Adaptée (« petits lots »).








**L'objet de la présente consultation est relatif à la procédure dite des « petits lots », c'est-à-dire relevant des lots n°1 et 2.**

Les prestations de travaux relèvent de la Catégorie 1 au sens de l'article R4532-1 du Code du travail.

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1-1° et 2° - Petits lots - Code de la Commande Publique).

	Publication de la consultation	Juillet 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	Juillet/Août 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	Septembre 2025
	Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles	Septembre Octobre 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	Octobre 2025
	Information des candidats non retenus	Octobre 2025
	Signature et notification du contrat	Octobre 2025

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/> (2025T0053).

Aucun envoi complémentaire papier ne sera adressé aux opérateurs économiques.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations

complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Les opérateurs économiques sont invités à consulter régulièrement leurs courriers indésirables ainsi que la plateforme de dématérialisation afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

#### ■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Présent Règlement de consultation (RC) commun aux 02 lots,
- Acte d'engagement et ses annexes éventuelles (AE) afférent à chaque lot,
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 02 lots,
- Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) afférent à chaque lot,
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) afférente à chaque lot,
- le Plan général de coordination (PGC) ;
- Plans & photos : masse existant (1), masse démolitions (2), Photos Bâtiment à démolir (3), RdC R+1 existant (4), Façades coupes existant (5),
- Rapports/diagnostics amiante : Pré-Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante (2), Rapports de repérage amiante avant démolition (2),
- Planning prévisionnel.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

#### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-2-2° du Code de la commande publique.

Le candidat ne peut pas répondre en tant que titulaire et cotraitant d'un ou plusieurs groupements.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

*Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).*

*Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.*

#### ■ Visite des lieux :

La visite des lieux est fortement recommandée selon les modalités ci-dessous décrites. Les soumissionnaires seront ainsi réputés avoir une connaissance totale des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les visites auront lieu, durant le mois de juillet et le mois d'août 2025, tous les mercredis matins à partir de 10 heures et **uniquement sur prise de rendez-vous simultanée avec les représentants du Maître d'Ouvrage et avec le Maître d'œuvre**, 48 heures au plus tard avant la date souhaitée, auprès :

- **des représentants du Maître d'Ouvrage :**
  - Madame Marie SCHLIENGER :  
[Marie.Schlienger@mulhouse-alsace.fr](mailto:Marie.Schlienger@mulhouse-alsace.fr)
  - Commande Publique du Pôle TEERE :  
[poleTEERE.marches@m2a.fr](mailto:poleTEERE.marches@m2a.fr)  
[philippe.baldensperger@m2a.fr](mailto:philippe.baldensperger@m2a.fr)
- **du Maître d'œuvre : FORMATS URBAINS ARCHITECTES ASSOCIES :**
  - [contact@formats-urbains.fr](mailto:contact@formats-urbains.fr)

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

---

**La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et à l'ensemble des documents constituant le DCE. Toute modification ou réserve apportée à un quelconque document du dossier de consultation (DPGF comprises) ou tout document dérogeant à une disposition de celui-ci caractérisera l'irrégularité de l'offre, justifiant ainsi son rejet.**

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/> référence 2025T0053.

Les plis sont impérativement remis avant les dates et heures figurant sur la page de garde du présent.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, sous la seule responsabilité des opérateurs. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Les opérateurs doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier.

Les opérateurs pourront s'authentifier sur le site et indiquer une adresse courriel électronique (générique de préférence) permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Les opérateurs économiques sont invités à consulter régulièrement leurs courriers indésirables ainsi que la plateforme de dématérialisation afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

#### ■ Copie de sauvegarde :

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues aux arrêtés du 22 mars 2019 et du 14 avril 2023 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation.

Les entreprises sont également informées qu'elles peuvent transmettre une copie de sauvegarde sur support papier comprenant les mentions suivantes :

Nom de l'entreprise – N° de l'affaire + Nom de l'affaire – NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE

Pour les remises en main propre :  
Mulhouse Alsace Agglomération  
Commande Publique  
33 avenue de Colmar  
68100 MULHOUSE

Pour les envois postaux :  
Mulhouse Alsace Agglomération  
Commande Publique  
9 avenue Konrad Adenauer  
BP 30100  
68393 SAUSHEIM Cedex 9

Il est porté à l'attention des candidats, que la remise de la copie de sauvegarde doit impérativement s'effectuer dans la durée réglementaire de la consultation initiale. Toute copie de sauvegarde reçue après la date et heure de remise des plis électroniques sera rejetée.

#### ■ Contenu des plis :

A l'appui de leur **candidature**, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Moyens techniques	Déclaration indiquant les moyens mis à disposition pour l'exécution de marchés de même nature
Références travaux	Liste des travaux effectués (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, indiquant le montant, la date et le

Document	Descriptif
	destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
Certificats de qualifications professionnelles	<p>La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot n°1 Désamiantage : 1552</li> <li>- Lot n°2 Démolition</li> </ul>

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

**L'offre** des soumissionnaires sera composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement) dûment complétée et signée par lot.
Pièces de prix	La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment complétée et signée par lot ( <u>au format .xls ou .xlsx et au format .pdf</u> ).
Mémoire technique	<p>Mémoire technique comprenant les éléments figurant aux CCTP et en indiquant les moyens humains et matériels mobilisés pour exécuter ce marché, la sécurité des déblais ainsi que la démarche sécurité préconisée pour l'exécution de ce marché.</p> <p>Ce mémoire technique pourra être accompagné de tout document complémentaire utile à la présentation et à la bonne compréhension de l'offre du soumissionnaire.</p>

Dans **un souci de traitement rapide du dossier**, et sans que leur absence puisse justifier le rejet de l'offre, les soumissionnaires sont informés que le pouvoir Adjudicateur souhaite la production des éléments ci-après :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales ( <b>attestation de - de 6 mois</b> )
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise ( <b>attestation de - de 6 mois</b> )
Extrait KBIS	<p>Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion (<b>extrait de - de 3 mois</b>)</p> <p>La Communication du n° SIREN de l'entreprise peut se s'y substituer</p>
Assurance	Attestation d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité



Document	Descriptif
<b>Le cas échéant :</b>	
Liste des travailleurs étrangers	Liste nominative des travailleurs étrangers ( <b>Document de - de 6 mois</b> )
Déclaration de détachement	Accusé de réception de la déclaration de détachement et attestation sur l'honneur d'acquiescement des amendes liées aux salariés détachés ( <b>en cours de validité</b> )
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

## 4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties professionnelles et financières	Garanties professionnelles et financières
2. Garanties techniques	Garanties techniques

### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Valeur technique (60 %)	décomposée en sous critères tel que suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la pertinence des moyens humains affectés à la réalisation des prestations objet du présent marché (sous-pondération 20),</li> <li>- de la pertinence des moyens matériels affectés à la réalisation des prestations objet du présent marché (sous-pondération 20),</li> <li>- de la description de la méthode d'intervention (sous-pondération 20),</li> </ul> sur la base la note méthodologique jointe par le candidat à son offre.
2. Prix (40 %)	Sur la base de la DPGF ( <u>fournie au format .xls ou .xlsx et au format .pdf</u> ).

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications chiffrées portées sur la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant de la DPGF sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans la DPGF seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de corriger ces erreurs de calcul sans que le soumissionnaire ne puisse s'y opposer.

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions (sous-détails de prix par exemple), assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.



**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Avant notification du marché, l'attributaire devra fournir dans un délai court, fixé par le courrier de l'offre retenue, les documents mentionnés au paragraphe **contenu des plis** figurant ci-avant.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielle ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les opérateurs sont appelés à une vigilance particulière. L'opérateur détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

## ■ Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de STRASBOURG  
31 avenue de la Paix  
67070 STRASBOURG  
Téléphone : 03 88 21 23 23  
Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)  
Site internet : [strasbourg.tribunal-administratif.fr](http://strasbourg.tribunal-administratif.fr)

### Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : [donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr](mailto:donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr) ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)